

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Faustin Archange Touadera écrit à Ali Bongo Ondimba

LE chef de l'État a reçu en audience, hier, la ministre centrafricaine des Affaires étrangères et des Centrafricains de l'étranger, Sylvie Baipo Temon, émissaire du président de RCA auprès de son homologue gabonais.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

L'AXE Libreville-Bangui était à l'ordre du jour de l'agenda du chef de l'État Ali Bongo Ondimba, hier. En effet, le numéro un gabonais a reçu en audience, au palais de la présidence de la République, un émissaire de son homologue de la République centrafricaine, Faustin Archange Touadera. Il s'agissait de la ministre des Affaires étrangères et des Centrafricains de l'étranger, Mme Sylvie Baipo Temon, porteur d'un message de son président au chef de l'État gabonais.

Au cours de leur entretien, le numéro un gabonais et son hôte ont évoqué les relations de coopération bilatérale et multisectorielle entre le Gabon et la RCA. Tout comme les sujets d'intérêt commun et les questions de paix et de sécurité dans la sous-ré-



Ali Bongo Ondimba recevant le message de son homologue Faustin Archange Touadera.

gion d'Afrique centrale ont été abordés.

Autre sujet à l'ordre du jour : la 18e session de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Des assises prévues pour la fin de ce mois de novembre, à Libreville et en présentiel. Rendez-vous auxquels devraient prendre part tous les leaders dudit espace communautaire.

À noter qu'au terme de l'entretien, la ministre centrafricaine

des Affaires étrangères s'est dite honorée de l'accueil à elle réservé au cours de son séjour en terre gabonaise. De même, Sylvie Baipo Temon a salué la parfaite convergence de vues entre les présidents Ali Bongo Ondimba et Faustin Archange Touadera. Rappelons que la visite de la cheffe de la diplomatie centrafricaine à Libreville intervient après celle du président Touadera, en juin 2019, à l'occasion de la commémoration du 10e anniversaire de la disparition du président Omar Bongo Ondimba.

Gabon-Liban: l'état de la coopération au centre des échanges

PLUSIEURS sujets relatifs aux relations bilatérales ont été évoqués lors de l'entretien entre la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, et la cheffe de la représentation diplomatique du Liban dans notre pays, Aline Younes.



Séance de travail entre la cheffe du gouvernement et l'ambassadeur du Liban.

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

LA cheffe du gouvernement a récemment reçu l'ambassadeur du Liban au Gabon. Pendant plus d'une heure, Rose Christiane Ossouka Raponda et Aline Younes ont passé en revue l'état des relations bilatérales entre Libreville et Beyrouth. Aussi, à en croire la diplomate libanaise, "il était d'abord question de féliciter Madame le Premier ministre pour sa nomination en tant que première femme qui

occupe ce poste au Gabon". Aline Younes a en outre indiqué que l'occasion lui a été donnée d'aborder avec la Première ministre, les sujets liés aux activités des ressortissants libanais au Gabon. "On a fait le point de la contribution de la communauté libano-gabonaise à l'économie gabonaise depuis des décennies", a laissé entendre la cheffe de la représentation diplomatique libanaise à Libreville. Mieux, l'hôte de Rose Christiane Ossouka Raponda a réaffirmé l'intérêt des promoteurs, des investisseurs et des hommes d'affaires libanais pour le Gabon. Plusieurs projets sont en effet en phase avec les filières clés de la relance de l'économie. Des études sont déjà en cours. Aussi Aline Younes a-t-elle souhaité "qu'elles débouchent bientôt sur des projets concrets qui verront le jour dans les secteurs prioritaires et porteurs de croissance".

Soulignons que les hommes d'affaires libanais comptent ainsi investir dans l'agro-industrie. Ce, grâce à un transfert d'expertise et de compétence. L'import-export et la production de jus de fruits les intéressent également. En matière d'infrastructures, ils envisagent d'intervenir dans les secteurs routiers et de la canalisation d'usage multifonctionnel (eau, gaz, combustible servant au chauffage et au refroidissement, systèmes d'irrigation, etc.).

J.KOMBILE MOUSSAVOU

Miroir du gouvernement

Cette fois-ci, la bonne ?

PARVIENDRA-T-ON un jour, chez nous, à trouver une solution pérenne à la problématique de la gestion des ordures ménagères dans nos villes. Pourquoi cette question ? Eh bien, parce qu'on a le sentiment qu'à chaque fois qu'il y a un nouveau gouvernement, celui-ci s'empresse de s'emparer de ce problème en faisant table rase des pistes de solution explorées et préconisées par la précédente équipe gouvernementale.

L'actuel gouvernement semble n'avoir pas dérogé à cette règle. Pour preuve, la semaine écoulée, à l'issue d'une séance de travail présidée par la cheffe du gouvernement, il a été décidé de la mise sur pied d'une Commission interministérielle, aux fins de proposer à Rose Christiane Ossouka Raponda un plan directeur national, histoire de mettre un terme

définitivement à ce problème.

Et dire que son prédécesseur, confronté, lui aussi, à cet écueil, avait laissé entendre, en mai dernier, que la gestion des ordures ménagères sera dévolue aux collectivités locales, via un appui technique et financier de l'État. En ce sens, on se souvient même qu'un projet de texte consacrant ce transfert de compétences aux mairies et autres assemblées départementales avait été examiné et adopté lors d'un conseil interministériel. C'est dire que d'aucuns ont vraiment du mal à cerner la pertinence de l'érection de cette Commission interministérielle, sauf à croire que la solution envisagée par le précédent gouvernement n'est plus viable. Ce qui serait difficilement compréhensible. Vu qu'à quelques exceptions près, ce sont presque les

mêmes acteurs qui étaient présents aussi bien jeudi dernier qu'il y a sept mois, à l'Immeuble du 2-Décembre.

Conséquence de cette situation pour le moins cocasse : depuis plus d'un an, c'est le plan d'urgence contre l'insalubrité dans les villes qui continue à s'appliquer. Autant dire, une solution provisoire. Ce qui tend à laisser penser que la problématique de la gestion des ordures ménagères revêt des allures d'arlésienne.

Gageons simplement qu'avec la mise en place de la Commission interministérielle, cette fois-ci sera la bonne.